

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SECTION DE TOULOUSE

2, rue Saint Jean - 31000 Toulouse
05 62 26 69 19 (répondeur enregistré)

<https://www.facebook.com/LigueDesDroitsDeLHommeToulouse/> <http://ldh-midi-pyrenees.org/les-sections/toulouse/>
<https://twitter.com/LDHtoulouse> <https://www.instagram.com/ldh.toulouse/>

RAPPORT D'ACTIVITE 2021



SOMMAIRE

Editorial

Activités 2021

La vie de la section

Les adhérents de la section

Les réunions de section

Le répondeur

Les réseaux sociaux

Radio Mon País - Toulouse en Libertés

Le travail des groupes

GID [Groupe immigration/Discriminations]

Prison, privation de liberté

Groupe « Manifester, un droit fondamental »

La LDH en résidence : « Avec la parole des élèves :

Ecrits pour la Fraternité

Groupe droits humains et écologie

Dans la cité, avec les partenaires ...

RESF31 (Réseau Education Sans Frontières)

Collectif du 20 juin

Collectif Enfance 31

Egalité femmes-hommes et luttes contre les violences sexistes

L'OPP (Observatoire des Pratiques Policières)

La lutte contre la loi dite de sécurité globale
L'observatoire de l'Habitat Indigne

Toulouse en Libertés 2021

Calendrier 2021



Crédit P. Fayeton

2021 a été marqué par la disparition de Michel Tubiana.

Ancien président de la LDH, après en avoir été son secrétaire général, il était devenu président d'honneur et participait activement à ses travaux et ses actions.

Attaché à la section de Toulouse, proche de nombre de ses membres, il a été à nos côtés ces dernières années à de nombreuses reprises à l'occasion d'initiatives prises par la LDH de Toulouse.

Nous tenons à lui rendre hommage en lui dédiant ce rapport d'activités.

Editorial

Encore une année marquée par une crise sanitaire qui nous plonge dans un état d'urgence permanent, faisant succéder régime d'exception à régime d'exception qui donnent la prééminence à l'exécutif, avec pour conséquence un affaiblissement dangereux des contre-pouvoirs institutionnels et citoyens. Une telle concentration des pouvoirs dans les mains d'un état autoritaire entraîne ce faisant la mise à l'écart de toute une série de procédures et de garanties qui constituent l'Etat de droit et le fonctionnement régulier de la démocratie.

La situation sanitaire actuelle exige certes de prendre des mesures pour limiter la propagation du virus mais force est de constater que le gouvernement actuel a choisi de décider seul et d'imposer ses arbitrages. La manière de lutter contre cette menace dépend des priorités choisies et, dans un contexte de difficultés d'un service public de santé dégradé par des décennies de politiques publiques d'austérité, l'heure est au développement des pouvoirs spéciaux et au contrôle généralisé des populations en lieu et place de participation démocratique. L'année 2021 aura été marquée par des libertés abandonnées au nom de la « sécurité », toujours plus de contrôle social se substituant aux nécessités du dialogue civique ... mais aussi par la traque des migrant-es plutôt qu'à la nécessaire solidarité, l'absence de politique effective contre les inégalités et les injustices qui plonge toute une partie de la population dans un niveau de pauvreté sans précédent en temps de paix, par une montée de toutes parts de discours nauséabonds, vendeurs de haine et de rejet, marqués au sceau du sécuritaire refaisant dangereusement surface à l'approche de la campagne électorale à venir.

Dans ce contexte tendu et confus, avec ses partenaires la LDH de Toulouse a redoublé d'efforts pour replacer au cœur du débat public et des décisions politiques l'universalité et l'indivisibilité des droits et les libertés fondamentales. Cette année s'est révélée intense. Les champs investis ont été nombreux et les formes d'interventions sur le terrain ont été multifformes. Notons que les outils de communication interne développés l'année passée dans le cadre de la pandémie ont permis de maintenir les liens et de poursuivre les actions.

La coordination Stop Loi sécurité Globale a poursuivi ses actions pour lutter contre les textes attentatoires à nos libertés. Les mobilisations collectives qui se sont multipliées ont permis quelques victoires pour les libertés et sont porteuses d'espoir.

Les militant-es des Etats Généraux des Migrations ont poursuivi leurs actions pour l'accueil des migrants, pour l'effectivité de la liberté d'aller et venir car il nous appartient d'accueillir dignement toutes celles et tous

ceux qui demandent asile et développer notre solidarité par des actions concrètes.

L'absence de politiques effectives contre les inégalités et les injustices frappent durement les plus démunis, tous les laisser pour compte de la croissance, particulièrement représentés dans les catégories les plus vulnérables et qui sont les plus durement frappés par les conséquences en cascade de la pandémie. Mais elle crée aussi de nouveaux pauvres, et a fait basculer dans la précarité les personnes qui étaient « à la limite » parmi les jeunes, les femmes et les indépendants. Les militant-es de la Ligue ont travaillé sur les différents rapports qui sont sortis, que ce soit ceux des institutions ou ceux des acteurs de la solidarité. Ils ont contribué à leur visibilité, en rapport avec une analyse critique du plan de relance du gouvernement et ont fait appel aux acteurs de terrain pour apporter leur témoignage et faire entendre publiquement leurs préconisations.

La Ligue s'est refusée d'oublier les personnes détenues, « les oubliés de la République », « ces déviants », « ces inutiles », que la société enferme. Les derniers rapports, que ce soit celui du Conseil de l'Europe ou de la Contrôleure Générale des Lieux de Privation de Libertés sont accablants et dénoncent des conditions de détention indignes attentatoires aux droits fondamentaux en France. Notre pays enferme toujours plus à l'instar de nos voisins européens qui vident leur prison et notre gouvernement s'avère incapable, par manque de courage politique, de s'inscrire dans une véritable logique de déflation carcérale, poursuivant une politique du « toujours plus de places de prison » néfaste pour notre société.

Nous sommes face à une urgence environnementale et l'inaction ne peut que nous inquiéter tant les mesures ne se montrent pas à la hauteur de la situation. La protection de la planète et la défense des droits fondamentaux sont indissociablement liés. Il est nécessaire d'intégrer le droit à un environnement sain, propre et durable dans nos combats et construire des liens avec d'autres acteurs pour une société juste et durable. Ainsi devons-nous interroger nos champs comme nos formes d'action afin de faire vivre ces droits, les rendre effectifs et concrets. Des travaux sont en cours et devront s'inscrire dans la durée pour la défense des libertés mais aussi des droits culturels, économiques et sociaux, et environnementaux.

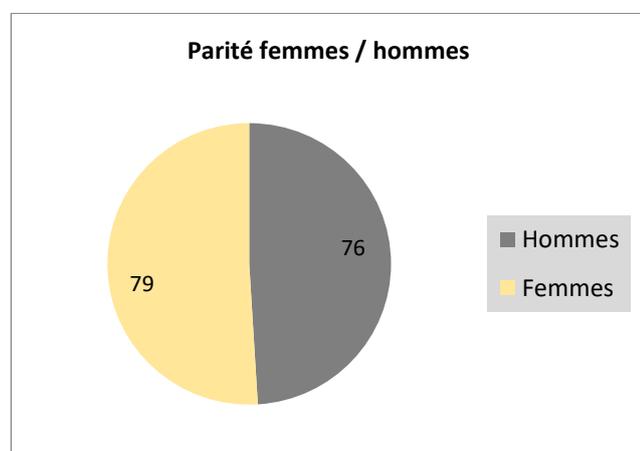
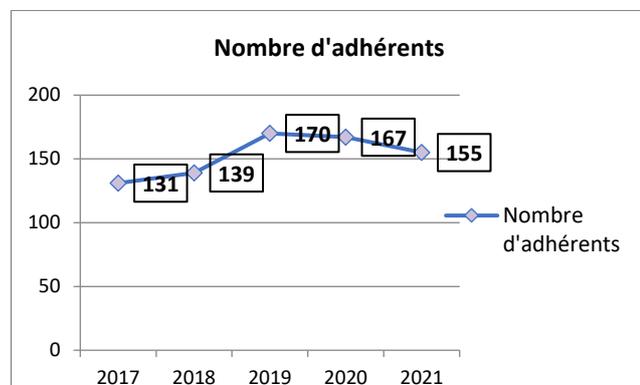
2021 aura été une année dense où la Ligue a su être présente et occuper l'espace public avec des propositions et des orientations nouvelles pour s'efforcer de préserver l'agir ensemble dans un but commun, défendre et faire vivre République et Démocratie.
Poursuivons !

Caroline Mourgues, pour le bureau,
Présidente de la section de Toulouse

ACTIVITES 2021

La vie de la section

Les adhérents de la section



Les réunions de section et les réunions publiques

Au regard des contraintes sanitaires, et dans l'objectif à la fois de maintenir des liens entre membres de la section et de porter la parole de la DH dans l'espace public, la vie de la section a été scandée à la fois par des réunions strictement internes, et d'autres ouvertes au public, sous formes de visio-conférence-débat, ou de réunions en présentiel.

- 20 janvier 2021 - Assemblée Générale LDH Toulouse
- 10 février 2021 - *Projet de loi « séparatisme »* avec Daniel Boitier et Joëlle Bordet, co animateurs du groupe de travail *Laïcité* de la Ligue des droits de l'Homme.
- 17 mars 2021 - A l'initiative de la Coordination Loi Sécurité Globale Toulouse - *La Liberté*

d'Informé et d'être Informé.e « L'INFORMATION BÂILLONNÉE ? » avec Perrenot, de l'association Acrimed (action-critique-médias), Emmanuel Poupard, Premier Secrétaire Général du Syndicat National des Journalistes et Nnoman Cadoret, Photojournaliste indépendant.

- 25 mars 2021 - Bilan d'étape : point sur les activités de la section et ses groupes de travail
- 21 avril 2021 - *Loi dite séparatisme, les récents événements et débats mettant en cause la laïcité telle que nous la défendons*, avec Christian Eyschen, secrétaire général de la Libre pensée
- 5 mai 2021 - A l'initiative de la Coordination Loi Sécurité Globale Toulouse - *Le Schéma National du Maintien de l'Ordre*, présentation et analyse critique par les membres de l'Observatoire des Pratique Policières de Toulouse
- 20 mai 2021 - Café mutualiste LDH / MACIF *La protection des données de santé* avec Maryse Artiguelong, vice-présidente de la LDH, responsable du groupe de travail Libertés et Technologies de l'information et de la communication et François Colas des Francs, délégué MACIF, membre du bureau de l'ADESS
- 26 mai 2021 - *« Comment la diversité des situations et conditions sociales est prise en compte dans la pandémie et le plan de relance gouvernemental ? »* avec Anne-Claire Hochedel, déléguée régionale Occitanie de la Fédération des acteurs de la solidarité et Julie Ferrua, syndicaliste et militante féministe
- 16 juin 2021 - Bilan de l'année écoulée et préparation de la rentrée
- 28 septembre 2021 - Toulouse En Libertés
- 20 octobre 2021 - *PASS sanitaire et libertés publiques. Qu'en penser ? Quelles réponses ?* avec Henri Santiago Sanz
- 9 novembre à Muret - *Faut il une 3ème prison dans le Muretain ?* avec Samuel Gautier fondateur Emmaüs Lespinassière, structure d'accueil et d'insertion de personnes en aménagement de peine dans l'Aude
- 24 novembre - *Maison d'arrêt de Seysses, l'urgence !* avec Dominique Simonnot Contrôleuse Générale des Lieux de Privation de Liberté, Dominique Noguères vice-présidente de la LDH et des acteurs de la justice (CGT Insertion Probation et Syndicat de la Magistrature)

Le répondeur

La section de Toulouse ne tient pas de permanence. Le répondeur ou les réseaux sociaux permettent de répondre aux sollicitations et d'organiser les accueils et les orientations.

Sur l'année 2021, la section a répondu à une centaine d'appels via les groupes de travail ou une personne ad hoc selon la demande. La majorité des appels depuis plusieurs années concerne le droit des étrangers. Le groupe Immigration Discrimination a été mobilisé.

45 % des appels ont été passés par des hommes, 55 % par des femmes.

La communication

Les newsletters

Une newsletter paraît désormais environ deux fois par mois, avec l'essentiel des communiqués et événements à venir de la section, ainsi que quelques communiqués de la LDH nationale.

Elle est envoyée aux adhérents, aux sympathisants et aux organisations partenaires.

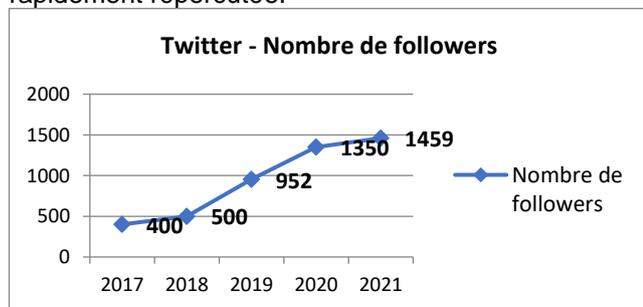
Il existe par ailleurs une newsletter plus spécifique sur les interventions scolaires. Elle est envoyée aux adhérents, mais aussi aux établissements scolaires.

Les réseaux sociaux

La communication de la section se décline sur les trois réseaux sociaux : Facebook, Twitter et Instagram.

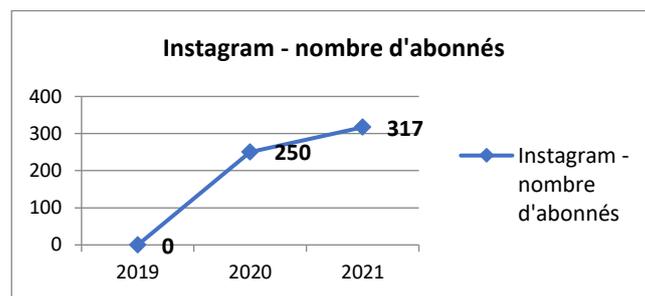
Les messages postés peuvent prendre différentes formes, adaptées à chacun des réseaux. Chaque réseau a son public et des avantages qui lui sont propres.

Là où Facebook permet l'organisation (et la co-organisation) d'événements et la mise en ligne de contenus longs, complets et de formes diverses. Twitter touche davantage une population qui recherche une information synthétique et qui peut être rapidement répercutée.



Le compte Instagram LDH Toulouse a été créé début juin 2019. Il touche un public différent des deux autres

réseaux sociaux, avec une représentation importante des 18-24 ans (16,6%), des 25-34 ans (29,8%) et des 35-44 ans (24,1%). C'est aussi une autre façon de communiquer, plus centrée sur l'image, la vidéo, sans liens cliquables.



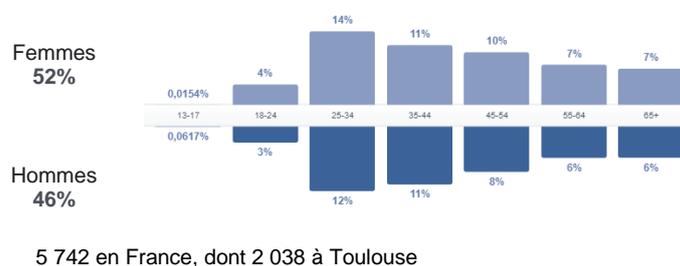
La page Facebook

La communication de la section se décline désormais sur les trois réseaux sociaux : Facebook, Twitter et Instagram.

A partir des mêmes contenus, au sein desquels les communiqués tiennent toujours une place importante (d'autant plus cette année, où les photos d'événements publics se sont faites plus rares), les messages postés peuvent prendre différentes formes et chacun des réseaux a son public et des avantages qui lui sont propres.

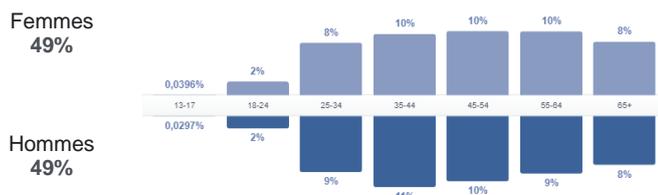


Abonnés à la page



5 742 en France, dont 2 038 à Toulouse

- **Personnes touchées**
(pour qui du contenu de la Page, ou du contenu la concernant, s'est affiché sur l'écran)



9 418 en France, dont 1 985 à Toulouse

- L'agenda militant, pour présenter les actions de la section et d'autres associations dans le mois à venir.
- « Paroles de jeune », à partir d'enregistrements réalisés dans le cadre du programme « LDH en résidence ».

Nous souhaitons pérenniser ce rendez-vous, et autant que possible intervenir chaque mois pour informer le plus grand nombre des actions de la Ligue au

Si l'expérience vous tente, si vous voulez nous proposer une thématique, n'hésitez pas, écrivez-nous !

Radio Mon País - Toulouse en Libertés



TOULOUSE EN LIBERTÉS

Nous avons en 2021 encore été partenaire de Radio Mon País, et réalisé une émission « Toulouse en Libertés » qui bénéficie de rediffusions chaque semaine. Comme l'an passé, nous avons réalisé 5 émissions, réalisées par deux membres du bureau de section avec l'appui appréciable de nos deux volontaires en service civique qui se sont largement investies dans la préparation des dossiers et leur présentation à l'antenne.

Vous pouvez retrouver ces émissions sur le site de Radio Mon País :

<https://radiomonpais.fr/vos-emissions/toulouse-en-liberte-la-ligue-des-droits-de-l-homme.html>

Chaque émission est organisée de la même manière :

- Une partie « Actualités des Droits de l'Homme » pour aborder des points en France ou dans le reste du monde,
- Un « Focus » pour développer une actualité particulière plus en longueur,
- Un « Dossier », pour donner la parole à des acteurs de terrain sur une problématique particulière,
- Le moment culture, pour présenter des événements culturels en lien avec l'actualité des droits de l'Homme,

Le travail des groupes

GID [Groupe immigration/Discriminations]

Il a continué son travail de « veille active » sur les questions liées aux migrations :

- **Permanences et accompagnements** de migrant-e-s dans leurs démarches administratives, notamment à la préfecture. Beaucoup de demandes d'aide ont été occasionnées par les retards dus à la crise sanitaire.
Le groupe GID eu beaucoup de dossiers dont le traitement avait débuté en 2020 et qui ont nécessité une poursuite de traitement sur l'année 2021. Des dossiers complexes ont été traités comme un jeune homme déficient mental interné à Cornebarrieu directement à sa sortie de prison, un jeune footballeur trimballé et utilisé par un recruteur et ce sur plusieurs mois dans la région toulousaine. Dans la très grande majorité des cas, l'accompagnement en préfecture fut impossible car une seule personne pouvait être reçue.
- **Animation avec d'autres partenaires des EGM 31** (Etats Généraux des Migrations) qui coordonne au niveau local les actions liées aux migrant-e-s, réfugié-e-s

Participation et animation des Observatoires citoyens, voir l'Observatoire de l'Habitat Indigne.



Rappel : le Collectif EGMToulouse est composé de près de 40 associations, syndicat et collectifs (les partis ne sont pas invités).

Les EGM Toulouse et Haute Garonne sont soutenus par : ACAT 31, Act-ups31, Amnesty International, ATD quart monde Occitanie, la Case de Santé, la Cimade, le Cercle des Voisins de Cornebarrieu, Collectif étrangers malade 31, Collectif Cugnaux Sans papier, Collectif sans papiers Tournefeuille, la Confédération des familles31, le D.A.L. 31, la CGT31, le DAL 31, Emmaüs31, la F.S.U. 31, la LDH 31, Médecins du Monde, le Mouvement pour la Paix31, RESF31, le RETSER, le Secours Catholique, CCFD-Terre Solidaire31, Le Syndicat des avocats de France, Grisélidis, Fondation Copernic, Université Populaire de Toulouse, le CRAN, SOS MEDITERRANEE, ATTAC, TO7, MRAP 31, les Petits Frères des Pauvres, TEC31, Saveur d'exil

Liens utiles

egmtoulouse@gmail.com

Le SITE : <https://www.egm31.org/site/>

(abonnez-vous à la liste de diffusion en envoyant un mail pour recevoir les informations locales et nationales)

Nos rapports sur l'accueil des étranger-e-s à Toulouse :

• **2017** : « **Les principes républicains bafoués par la préfecture de Toulouse**, Une maltraitance institutionnalisée, Rapport de l'Observatoire de l'accueil des étranger-e-s à la préfecture de Toulouse, Toulouse, Université Toulouse Jean-Jaurès (Le Mirail), Ligue des droits de l'Homme, Lisst-Cers (Cnrs).

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01495488>

• **2019** : hal-02377141, v1 Daniel Welzer-Lang, Monique Langevine. **Violation des droits et maltraitance : Rapport de l'OFII de Toulouse**. [Rapport de recherche] Lisst-cers Cnrs, Ligue des droits de l'Homme,; Etats Généraux des Migrations. 2019. (hal-02377141) 2019-11-23

Le rapport : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02377141>

Le film : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02377636v1>

Prisons, privation de liberté

Créé en 2006, le groupe Prison mène une réflexion sur le rôle de la prison dans nos sociétés, dénonce les conditions carcérales, interroge les pratiques des acteurs qui travaillent dans et autour de la prison et s'appuie sur les expériences des personnes détenues afin que les droits et les libertés soient respectés.

Au niveau national, le Groupe de travail Prison-lieux de privation de liberté a mis en place des réunions à distance. Une participation a été assurée une fois par mois à distance sur toute l'année. Ces réunions permettent ainsi aux différents ligueuses et ligueurs de s'informer, d'échanger, de mutualiser les moyens et de construire conjointement les travaux et les actions qui pourront être portés par la Ligue sur tout le territoire.



Les rencontres et les actions sur l'année 2021

Le groupe Prison a suivi la situation dans les prisons en dénonçant les conditions indignes et de non droits au sein de la Maison d'arrêt de Seysses. Au printemps 2020, les mesures de libération et une baisse des entrées en détention ont marqué une rupture avec l'inflation carcérale. Il y avait moins de détenues que de places en prison. Une situation inédite que l'on espérait voir perdurer. Le gouvernement n'a pas pris les mesures qui s'imposaient en urgence et dès début juillet 2020 la population carcérale est repartie à la hausse de manière continue. Le pays est à nouveau touché par une reprise de l'épidémie, les clusters se multiplient dans les prisons et le nombre de personnes détenues ne cesse d'augmenter.

La maison d'arrêt de Seysses a un taux d'occupation de 172% (1093 personnes pour 644 places au 1er octobre 2021).

Ainsi, en juin dernier, suite à sa visite à la Maison d'arrêt de Seysses, la Contrôleure Générale des Lieux de Privation de Libertés a pris des recommandations en urgence relative à cet établissement. Un rapport accablant qui dénonce des conditions indignes et une atteinte grave aux droits fondamentaux des personnes détenues.

Présenter la construction de places de prison comme une solution est une réponse simpliste et ne fonctionne pas. Des politiques qui n'ont pas le courage de faire le constat du désastre carcéral et ont une incapacité à penser autrement. C'est pourquoi le groupe Prison est mobilisé contre le projet de la construction d'une 3ème prison à Muret.

Cette mobilisation a été initiée sur l'année 2019 où les membres du groupe Prison ont participé aux réunions de concertation et ont interrogé l'administration pénitentiaire sur le projet en cours.

La mise en place des mesures sanitaires avec le confinement a suspendu les actions programmées et cette mobilisation a repris sur l'année 2021.

Des actions ont été menées auprès de la population du Muretain pour les informer et les sensibiliser à la situation au sein des établissements pénitentiaires, sur les personnes que l'on enferme suite au rapport d'Emmaüs et du Secours catholique qui établit le lien entre pauvreté et détention, sur les alternatives

possibles comme les fermes, structures d'accueil et d'insertion, gérées par Emmaüs.

Le groupe Prison a interpellé la direction interrégionale des services pénitentiaires en 2019 sur la situation des personnes sourdes en détention. Des modalités d'accessibilité ont été transmises par le groupe prison ainsi que la demande de la mise en place d'un protocole pour ces personnes. Mais elles ont été prises en compte que très partiellement et cela n'a pas permis une évolution significative de leur situation. En 2021, la Contrôleure Générale des Lieux de Privation de Liberté a été saisie de la situation d'une personne sourde détenue à la Maison d'arrêt de Seysses. Lors de sa visite en juin, une rencontre a pu se tenir permettant un travail de collaboration relatif à leur prise en charge et au respect de leurs droits fondamentaux.

Juillet 2021

- Communiqué LDH suite aux recommandations en urgence relatives à la Maison d'arrêt de Seysses
- Rencontre Député LREM (Président commission des lois) à Rodez sur la situation des établissements pénitentiaires en Occitanie et le projet de loi "pour la confiance dans l'institution judiciaire"

Septembre 2021

- Rencontre avec le Maire de Muret au sujet du projet d'une 3ème Prison dans le Muretain
- Ciné Véo Muret débat avec le film "un triomphe" Faut-il une 3ème prison à Muret ?

Octobre 2021

- Tous les samedis matins, Tractages au marché de Muret contre le projet d'une 3ème prison dans le Muretain

Novembre 2021

- Réunion publique « Faut il une 3ème prison dans le Muretain ? Avec Samuel Gautier, fondateur Emmaüs Lespinassière, structure d'accueil et d'insertion de personnes en aménagement de peine dans l'Aude

Réunion publique
Mardi 9 novembre 2021 à 20h
Salle des fêtes Pierre Satgé, Place Léon Blum, 31600 Muret
(dans le respect des mesures sanitaires)
Contact : toulouse@ldh-france.org

Plus on construit, plus on remplit !

Depuis 30 ans, les gouvernements successifs ont fait le choix de la réponse
quantitative, entraînant une hausse du parc pénitentiaire de plus de 60%.
Et cela sans effet sur la surpopulation !



On enferme trop en France. Les prisons sont surpeuplées.
Mais si c'était la population qui était trop emprisonnée ?
Qui sont les personnes que l'on enferme ?



No pas jeter sur la voie publique.

- Réunion publique Maison d'arrêt de Seysses, l'urgence ! avec Dominique Simonnot Contrôleure Générale des Lieux de Privation de Liberté, Dominique Noguères vice-présidente de la LDH et des acteurs de la justice Mylène Palisse CGT Insertion Probation et Anne Marie Robert du Syndicat de la Magistrature)

Perspectives 2022

La mobilisation contre la 3ème prison à Muret va se poursuivre. Un collectif est en pleine constitution qui laisse présager une année à venir dans l'action.

Groupe « Manifester, un droit fondamental »

Créé en septembre 2020, le groupe a eu pour objectifs d'affirmer et mieux faire connaître le droit fondamental à manifester alors que les manifestations à Toulouse connaissent depuis plusieurs mois de fortes répressions policières et interdictions préfectorales. A ce premier objectif s'ajoutait aussi celui de donner une plus forte visibilité de la section LDH dans les mouvements sociaux.

Constitué au départ d'une douzaine de membres de la section il s'est rapidement organisé autour de huit personnes dont une majorité de femmes.



De septembre 2020 à mars 2021 il s'est rendu présent dans toutes les manifestations du samedi après-midi (Gilets Jaunes, Marches pour les libertés, Mouvements des femmes) ainsi qu'à des événements comme ceux organisés pour la défense des associations de La Grave et de Mix'Art Myrys contre leurs expropriations. Ses formes d'action : tracts, panneaux « messages décalés et poétisés », interventions clown et personnages masqués, et toujours dans une volonté de non-violence tant dans les images et écrits que dans les paroles et présences physiques. Elles ont connu une reconnaissance dans plusieurs sections LDH, dont celle de Paris.



A partir de mai 2021 et jusqu'à présent le groupe s'est mis « en attente ».

LA LDH EN ACTION AUPRES DES ENFANTS ET DES JEUNES

LDH EN RESIDENCE

« Avec la parole des élèves »

Depuis 2014, les militants de la LDH interviennent dans les établissements scolaires de Toulouse et de Haute-Garonne dans le cadre du dispositif **LDH en résidence**.

L'objectif de ce projet est de **donner la parole aux élèves** sur des sujets comme la laïcité, l'égalité, la liberté... Il s'agit de leur permettre d'exprimer et de construire ensemble ce qui, pour eux, fait notre société. La LDH souhaite les amener à débattre, à échanger, à s'écouter, à accepter les différences

Impact de la crise sanitaire

La crise sanitaire a fortement impacté les interventions scolaires réalisées par la LDH. Les demandes émanant des équipes enseignantes ont été moins importantes en raison des mesures sanitaires mises en place (classe en demi-jauge...), du manque de visibilité pour les professeurs et de la difficulté pour des intervenants extérieurs d'intervenir dans les établissements. Les militantes et militants sont néanmoins restés très mobilisés durant cette période, épaulés par deux volontaires en service civique. De même, des établissements scolaires au sein desquels la LDH intervient depuis de nombreuses années ont cette fois encore fait appel à la LDH, signe de confiance mais aussi de la pertinence du projet.



Intervention au collège Germaine Tillion, Aussonne, janvier 2021

• Quelques chiffres

Sur l'année scolaire 2020 - 2021, les militantes et militants de la LDH ont rencontré plus de **1000 élèves**, au sein de **40 classes** dans **7 établissements scolaires du CM2 à la Terminale**.



Intervention au collège Germaine Tillion, Aussonne, janvier 2021

• Outils pédagogiques et moyens de communication

Ce projet est aussi une collaboration, depuis de nombreuses années, entre la LDH et le graphiste-illustrateur **JB Meybeck**.



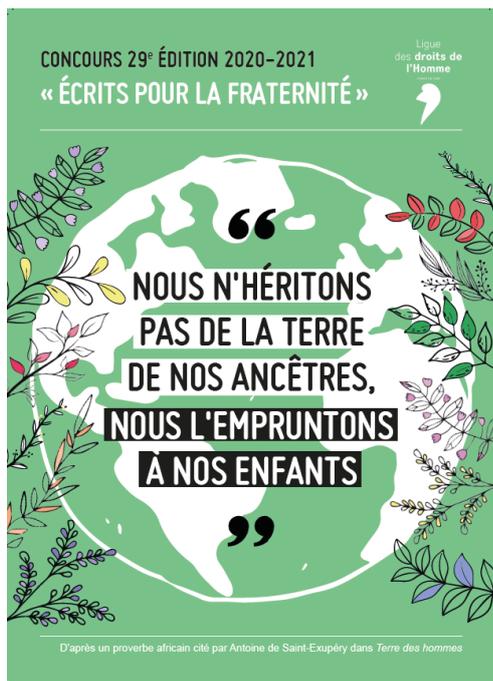
En effet, pour introduire les thèmes des débats auprès des élèves, les militants utilisent des kakémons thématiques (le vivre-ensemble, les discriminations, l'égalité, la fraternité, la laïcité, la démocratie, la tolérance, ...). Ces derniers, réalisés par JB Meybeck, représentent les thèmes traités grâce à une illustration humoristique ou satirique. Ils permettent ainsi de provoquer le débat avec les jeunes. Des marque-pages, sur le même modèle que les kakémons, sont également distribués aux élèves.

Pour la rentrée 2021, de nouveaux kakémonos ont été réalisés par JB Meybeck sur des nouvelles thématiques notamment **les réseaux sociaux, l'accès à l'information, l'environnement**. En effet, ce sont des sujets qui reviennent spontanément et de manière régulière au cœur des discussions avec les jeunes. Il était donc important que des outils pédagogiques soient réalisés afin de répondre à cette demande de la part des élèves.

Afin de pouvoir mieux communiquer autour de ce projet, la LDH a relancé cette année le blog « **LDH en résidence** ». Vous pourrez y retrouver l'ensemble des actualités liées à ce projet, des témoignages et des articles de fond : ldh31-enresidence.over-blog.com

CONCOURS DES ECRITS POUR LA FRATERNITE

Depuis 1991, la LDH organise le concours des « Écrits pour la fraternité », qui propose aux enfants et aux jeunes de s'exprimer librement sur un thème d'actualité lié aux droits de l'Homme. Cette année, le thème retenu était **la protection de l'environnement**, autour d'un proverbe africain cité par Antoine de Saint-Exupéry : « Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants ».

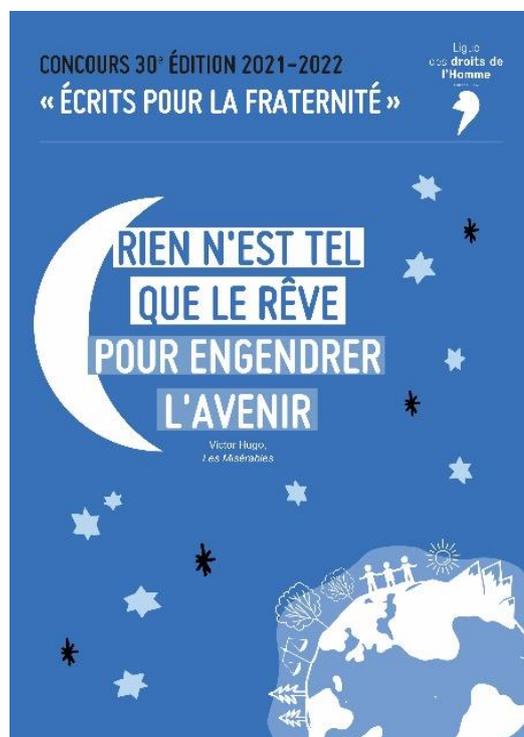


Ce concours s'adresse aux élèves de la maternelle au lycée, en intégrant les établissements spécialisés et les structures périscolaires. La forme de l'œuvre réalisée par les jeunes est libre. Il peut s'agir de textes (en prose ou en vers, scènes de théâtre, textes de chanson), de vidéos, d'œuvres plastiques et graphiques.

Plusieurs établissements scolaires ont pris part à ce concours et de nombreuses œuvres réalisées par des enfants et des jeunes de Haute-Garonne ont été récompensées :

- des élèves de CM2 de l'école des Trois-Chênes à la Salvetat-Saint-Gilles
- des élèves de 6ème du collège Saint-Nicolas à Toulouse
- des élèves de 5ème du collège des Trois Vallées à Salies-du-Salat
- des élèves de l'IME Les Troènes à Toulouse
- des élèves de l'IME Saint-Jean à Plaisance-du-Touch
- ainsi qu'une œuvre individuelle réalisée par une jeune toulousaine

Les enfants et les jeunes ont été particulièrement inspirés par ce sujet qui les touche particulièrement et ils ont fait preuve d'une grande créativité. Vous pouvez retrouver sur le blog « LDH en résidence », rubrique « Écrits pour la fraternité », une petite sélection des œuvres primées : ldh31-enresidence.over-blog.com



Pour la 30^{ème} édition du concours, en 2022, c'est sur le thème **d'un monde nouveau, respectueux des droits, des libertés, de l'égalité et de la solidarité** que nous proposons aux jeunes de s'exprimer. A partir d'une citation de Victor Hugo dans *Les Misérables*, on pourra analyser la période que l'on vient de vivre et se projeter dans un avenir différent, celui dont nous rêvons toutes et tous : « **Rien n'est tel que le rêve, pour engendrer l'avenir** ».

Dans la cite, le travail avec les partenaires ...

Collectif Enfance 31



<https://www.facebook.com/CollectifEnfance31/>

Le collectif Enfance 31 s'est constitué en mars 2015 pour alerter les pouvoirs publics sur la situation catastrophique de la prévention et de la protection de l'enfance sur le département : saturation des dispositifs, attente toujours plus longues pour des prises en charge sociales ou judiciaires, accueil inadapté aux besoins, manque de places dans les services sanitaires ou médicosociaux.

Faute d'obtenir de la part des pouvoirs publics l'organisation d'états généraux de la protection de l'enfance pour trouver ensemble des solutions, le collectif a décidé d'organiser lui-même des forums. Après un temps d'échanges et de témoignages sur le parcours d'obstacles qu'est la protection de l'enfance en 2018, puis une réflexion sur la non effectivité des droits pour le 30^{ème} anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, le collectif a organisé deux temps de rencontre cette année :

- Un webinaire d'échanges d'expériences avec d'autres collectifs en lutte pour la protection de l'enfance, en mars 2021. Outre le collectif Enfance 31, ont participé le collectif des défenses des CMPP, le collectif du travail social en lutte du Gard et le collectif AutonomIE.
- Une conférence-débat, le 18 novembre, pour présenter le code de la justice des mineurs et le projet de loi réformant la protection de l'enfance et réfléchir à l'impact de ces réformes sur les pratiques professionnelles.

https://blogs.mediapart.fr/yves-faucoup/blog/201121/justice-des-mineurs-des-reformes-pour-elles-pratiques?utm_source=facebook&utm_medium=social&utm_campaign=Sharing&xtr=CS3-66&fbclid=IwAR0czZI0Tlglj1Z8z-WJyCRBCsEWZ8pty4b8ctiR37BdVOTA8hV3XGmtLwM



Le collectif continue par ailleurs à interpeller les pouvoirs publics et à solliciter des rencontres pour pointer les manques et les difficultés. Le collectif se compose de personnels syndiqués et non syndiqués du travail social, de l'éducation et de la protection de l'enfance, ainsi que de la Ligue des droits de l'Homme.

Réseau Education Sans Frontières



[Page Facebook RESF31](https://www.facebook.com/RESF31)

<https://twitter.com/Resf31>

Le Réseau Education Sans Frontières est constitué de collectifs d'écoles, de citoyens, de syndicats et d'associations, dont la Ligue des droits de l'Homme, qui s'opposent aux expulsions de familles d'enfants scolarisés et défendent le droit de ces enfants à grandir et étudier en France.



La campagne **#DeconfinonsLeursDroits !**, initiée l'année dernière, s'est poursuivie cette année. En effet, les familles sans-papiers ou dans des situations administratives compliquées ont subi elles aussi les

contraintes sanitaires, et ce dans des conditions de vie particulièrement difficiles.

De plus, du fait des procédures et des réglementations, leurs droits aussi ont été confinés !

De nombreux petits déjeuners et rassemblements ont été organisés à l'initiative de collectifs d'établissements scolaires où des enfants de familles sans-papiers étaient scolarisés.

Des rassemblements ont été appelés devant la Préfecture le 3 février et le 14 avril pour être reçu par les services préfectoraux, porter collectivement des pétitions pour la régularisation de familles sans-papiers et faire part de notre analyse de la situation des familles et de la politique qui leur est imposée.

Enfin, le Réseau Education Sans Frontières a été à l'initiative d'un rassemblement square Charles de Gaulle le 20 novembre, date anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant.

Collectif du 20 juin



<https://www.facebook.com/Collectif20JuinTlse/>

<https://twitter.com/Collectif20juin>

Le collectif du 20 juin s'est créé en 2018 autour de la Journée Mondiale des Réfugié-e-s, pour promouvoir dans le cadre d'un événement festif l'accueil digne de toute personne venue d'ailleurs.

Il a organisé en 2021 sa 5^{ème} édition, avec :

- une campagne virtuelle sur Facebook et Twitter autour des 70 ans de la Convention de Genève.
- une [table ronde](#) sur les violences de la procédure d'asile et ses conséquences sur les droits humains, le 17 juin aux Abattoirs.
- une déambulation festive dans les rues de Toulouse le 20 juin.
-



La campagne Un Toit Pour Apprendre

Les associations de la campagne Un Toit Pour Apprendre (DAL, RESF 31, Ligue des droits de l'Homme, FCPE, CGT Educ'Action et SUD Education et collectifs d'écoles) luttent aux côtés des familles sans-abri et mal logées dont les enfants (plus de 300 à Toulouse, fin 2021) sont scolarisés dans les établissements de l'agglomération toulousaine. Elle organise régulièrement des goûters solidaires devant les établissements pour faire la lumière sur ces situations inacceptables.



Crédit DAL 31

Fin novembre, une mobilisation se construit autour des situations de 39 personnes sans-abri, dont 23 enfants. Ces familles dorment à la rue depuis plusieurs semaines. Il est particulièrement difficile pour les enfants de suivre une scolarité normale quand ils n'ont pas des conditions de vie dignes et sûres. Suite au refus de la préfecture de les héberger en urgence à la demande des organisations de la campagne Un Toit Pour Apprendre, ces familles, soutenues par les associations, ont décidé de se mettre à l'abri elles-mêmes.

Egalité femmes-hommes et luttes contre les violences sexistes



Conséquence négative de la pandémie sur les femmes

La section a organisé une réunion publique le 26 mai sur les conséquences négatives de la pandémie sur les personnes en situation de précarité et sur les femmes.

Concernant les femmes, nous nous sommes appuyés sur le rapport très documenté du Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) « *Crise sanitaire et inégalités de genre* » publié en mars 2021. Les données mettent en évidence :

- ↳ Une **forte augmentation des signalements de violences faites aux femmes** pendant les périodes de confinement ;
- ↳ Un **accès aux soins de santé sexuelle et reproductive**, en particulier la contraception et l'avortement, rendu **plus difficile** ;
- ↳ Une **amplification des inégalités de répartition des tâches domestiques et parentales** qui peinaient déjà à se réduire ces dernières décennies (pour rappel, avant la pandémie, les femmes consacraient en moyenne 3h30 aux tâches domestiques et parentales contre 2 heures pour les hommes) ;
- ↳ Des **conditions de télétravail moins favorables** aux femmes...

Ces réalités ont eu pour conséquence d'affecter davantage la santé mentale des femmes, leur sécurité et d'impacter leur activités professionnelles avec des conséquences négatives sur leur emploi et leur carrière professionnelle.

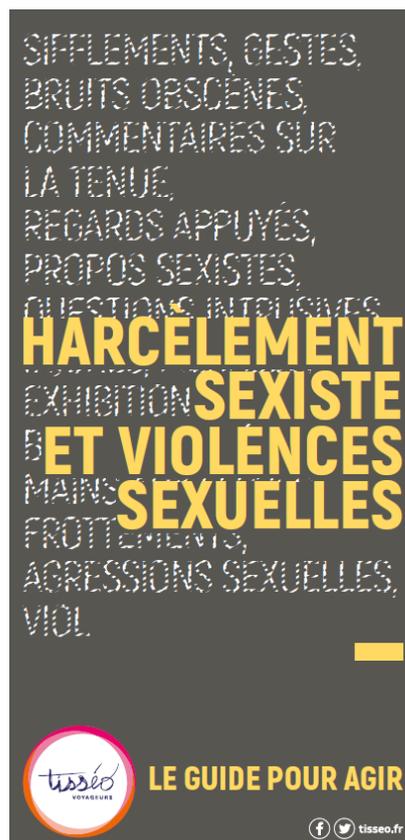
Une rencontre avec la chargée de mission égalité femmes-hommes de la mairie de Toulouse a permis l'association Osez Le Féminisme et à la LDH de présenter des préconisations pour répondre à ces réalités.

Un article dans le numéro 195 de la revue « Droits et libertés » parue en octobre 2021 rend compte de ces impacts négatifs sur les femmes.

Campagne contre le harcèlement sexiste dans les transports

La campagne contre le harcèlement sexiste dans les transports collectifs initiée en novembre 2016 par la LDH et démarrée en 2017 se poursuit avec des difficultés liées à la pandémie.

Le groupe de travail piloté par Tisséo auquel participe la LDH et trois autres associations : Osez le féminisme, AUTATE et Stop harcèlement de rue, s'est réuni le 16 novembre pour étudier un nouveau projet « arrêt à la demande » ; ce dispositif permettra aux femmes de pouvoir descendre d'un bus entre deux arrêts la nuit.



[Dépliant Tisséo lutte harcèlement sexiste.pdf](#)

Un groupe technique initié en 2020, où participe la LDH, s'est réuni 2 fois pour organiser un diagnostic en marchant sur la thématique du harcèlement sexiste ; ce diagnostic qui doit se dérouler sur la station des Arènes avec des groupes de femmes et d'adolescentes a dû être reporté plusieurs fois pour causes sanitaires. L'objectif est de pouvoir proposer des améliorations à partir du vécu des femmes et des adolescentes fréquentant la station des Arènes.

L'OPP (Observatoire des Pratiques Policières)



OBSERVATOIRE DES PRATIQUES POLICIERES – OPP

Entre le 7 novembre 2020 et le 10 octobre 2021 l'OPP a déclaré sa présence pour 36 manifestations de rue à Toulouse (en fait un peu plus de manifestations ont été couvertes car certaines observations étaient "multi-manifestations").

Source : déclarations en préfecture

Ce nombre de manifestations observé est voisin des chiffres de 2020.

Durant cette période de 12 mois, l'OPP a :

- tenu une assemblée générale le 7 juillet (16 présent-es et 5 excusés)
- publié un second rapport présenté lors d'une conférence de presse le 29 avril rue Saint Jean



L'Observatoire toulousain des Pratiques Policières 4 ans après



Un groupe de policiers des C3 – Compagnies de sécurisation et d'intervention en action contre des journalistes et reporters – Toulouse – Place Armand Bernard – Janvier 2020



Policiers de la BAC chargeant au cœur d'une masse lors d'une manifestation à Toulouse Allées Jean Jaurès – Avril 2020



Toulouse – 25 Avril 2021

Pour consulter et télécharger le rapport : <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2021/04/rapport-toulouse-4-ans-observations-final-comprese.pdf>

- participé à l'animation d'une journée thématique à l'Université d'été des Mouvements Sociaux à Nantes en août 2021
- animé des projections et des débats
- participé à des émissions de radios dont certaines avec David Dufresne
- échangé régulièrement avec les autres observatoires et organisé un week-end d'échanges et de formation avec les autres observatoires en octobre 2021 en contribuant ainsi à maintenir active la coordination nationale
- écrit et diffusé plusieurs communiqués
- « marqué le coup » le 1er mai avec une mobilisation exceptionnelle des observateur-es et un communiqué



Crédit P. Fayeton

- donné des interviews, publié de nombreux posts sur Facebook ; l'OPP a aussi un compte Twitter actif.
Le compte twitter de l'observatoire a été créé en avril, afin de relayer le second rapport. Les tweets les plus vus chaque mois génèrent entre 10000 et 15000 « clics », en particulier lorsqu'ils sont relayés par la fondation copernic, LDH France ou David Dufresne. Sur Facebook, certains « posts » ont été vus plusieurs milliers de fois, en particulier ceux sur notre observatoire exceptionnel, sur la BAC, communiqués de presse. Notre article le plus vu et partagé parle des grenades explosives, publié en août.

Les observatoires de pratiques policières se sont vu décerner un prix dans le cadre de la Civic Pride Award ; et c'est une photo des observateur-es de l'OPOP, rue saint jean, le 1er mai 2021 qui illustre le prix décerné (<https://civic-forum.eu/campaign/civic-pride-award-winners-announced-reclaiming-civic-space>)

La lutte contre la loi dite de sécurité globale

Dès le 17 novembre 2020, en plein confinement, nous prenions l'initiative d'un rassemblement devant le monument aux combattants alors que la loi dite "sécurité globale" était examinée à l'Assemblée Nationale. Nous considérons cette loi comme attentatoire à nos droits élémentaires, ainsi qu'à nos libertés fondamentales.



Par la suite, nous avons animé un collectif où une trentaine d'associations, syndicats, collectifs, organisation politiques se sont réunis régulièrement pour orchestrer les manifestations et les mobilisations. Nous avons tout à la fois assisté à un réveil du mouvement social, où excepté les soignant-e-s, beaucoup de collectifs de luttes étaient devenus atones, mais aussi à de très larges mobilisations sur le thème des libertés individuelles et collectives. Y compris parfois avec le mouvement des ravers composé majoritairement de jeunes.

Des appels, des prises de parole ...

Appel du 12 décembre 2020

Toulouse dit non à la proposition de loi dite de sécurité globale !

La coordination toulousaine appelle dans le cadre des actions nationales du samedi 5 décembre 2020 à une manifestation citoyenne à 11h 30, départ du Monument des combattants de la Haute-Garonne. Nous rejoindrons le cortège unitaire des professionnel.le.s de santé qui réclame « Un plan d'urgence pour notre Santé pas pour les profits ! La Sécurité Sociale, pas la "sécurité globale" !

La loi dite de sécurité globale, dans la droite ligne du nouveau schéma national du maintien de l'ordre, favoriserait les violences policières et conduirait à l'impunité pour les policiers coupables de violences. C'est une loi d'exception qui prend sa place dans le cadre d'un climat sécuritaire et autoritaire installé par le pouvoir et tourne le dos aux principes démocratiques et de la défense des libertés publiques. Cette proposition de loi doit être retirée.

Premiers signataires : Attac 31, BDS France Toulouse, Club de la presse Occitanie, CNRR 31, CNT 31, Ensemble 31, FNEC FP - FO 31, Fondation Copernic Toulouse, FSU 31, Gauche Démocratique et Sociale, Génération.s 31, Handi-Social, LDH Toulouse, Libre Pensée 31, Mouvement de la Paix 31, NPA 31, PCF 31, Place Publique 31, PG 31, POI 31, PS 31, Reporters en colère, SNJ Midi Pyrénées, Toulouse en luttés, Université Populaire de Toulouse ...



Prise de parole en fin de manifestation :

Une fois encore, les citoyennes et citoyens de ce pays manifestent leur opposition à la proposition de loi dite de Sécurité globale.

Mais ils ne sont pas les seuls à dénoncer les dérives sécuritaires et liberticides du gouvernement français. Cinq rapporteurs de l'ONU viennent de la juger incompatible avec le droit international et les droits humains et demandent à la France de revoir sa copie. Ils dénoncent notamment l'article 22 qui autorise l'utilisation de drones de surveillance qui permettrait une surveillance étendue, en particulier des manifestants : « Cela aura de graves implications pour le droit à la vie privée, la liberté de réunion pacifique et la liberté d'expression dans le pays – ainsi que dans tout autre pays qui pourrait s'inspirer de cette législation ».

Le gouvernement cache mal sa panique mais tente de gagner du temps et de calmer l'opinion en annonçant la réécriture intégrale de l'article 24 de la proposition de loi Sécurité globale. Mais il se prépare à rejouer la même partition dans l'article 25 de la loi à venir sur le séparatisme. Et les articles 21 et 22 sont toujours là, visant l'instauration d'outils de surveillance de masse. L'utilisation des drones avec caméras (article 22) menace la liberté d'expression et de manifestation et rend illusoire la protection des sources des journalistes et lanceuses et lanceurs d'alerte.

La France, jadis patrie des Droits de l'Homme, se retrouve, en 2020, au 34^{ème} rang du classement de la liberté de la presse de *Reporters Sans Frontières*.

A l'université, la loi de Programmation de la Recherche prévoit de criminaliser « le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être habilité [...] ou y avoir été autorisé par les autorités compétentes, dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement ».

Tout comme celles du schéma national du maintien de l'ordre mis en œuvre aujourd'hui dans nos rues, ces dispositions portent gravement atteinte à nos droits et libertés. Elles représentent particulièrement une menace pour le droit d'informer et d'être informé et doivent disparaître. Il appartient au président de la République, garant des libertés publiques, de procéder à leur retrait.

Des rassemblements ou manifestations sont en cours aujourd'hui, c'est pourquoi, tant qu'il n'y aura pas retrait réel de la proposition de loi Sécurité globale et du schéma national du maintien de l'ordre, les actions citoyennes se multiplieront.

Pour nos droits et nos libertés, nous restons mobilisés. Nous ne lâcherons pas !

Toulouse continue à dire non à la proposition de loi dite de sécurité globale !

L'observatoire de l'Habitat Indigne

Tout commence, comme pour d'autres observatoires, par une alerte. Ici, c'est une responsable du Cercle des voisins (qui intervient dans le centre de rétention de Cornebarrieu) qui s'est adressée **aux États Généraux des Migrations 31 et aux chercheur-e-s membres des EGM** pour mettre en place un nouvel observatoire en mai 2021 suite à un article du photo-journaliste BenArtCore dans *Médiapart*¹ : « *Je pense qu'il serait bien de mettre à l'ordre du jour les hébergements hôteliers proposés par le 115. Il serait sans doute intéressant de mener une enquête sur les questions d'hébergement en général, mais dénoncer ces hôtels sales, infestés de punaises et de cafards me paraît urgent dans un premier temps. Tous les hôtels ne sont pas indignes, mais répertorier ceux qui le sont, et dont les gérants deviennent des marchands de sommeil me semble urgent...* »

1

<https://blogs.mediapart.fr/1115730/blog/080621/baghdad-hotel-ou-la-scolarité-sacrifiée>

2 <https://ldh-midi-pyrenees.org/2017/03/telechargez-le-rapport-de-observatoire-de-laccueil-des-etranger-e-s-a-la-prefecture-de-toulouse->

Suite à une concertation préalable, les **États Généraux des Migrations 31, le Cercle Des Voisins, La Ligue des droits de l'Homme**, adossé-e-s aux chercheur-e-s de l'Université Jean-Jaurès (Daniel Welzer-Lang, Emilie Fernandez, Frédéric Rodriguez) et à un collectif d'une vingtaine de personnes, ont décidé de créer l'Observatoire de l'Habitat Indigne en septembre 2021.

Cette étude prolonge nos travaux **sur les conditions d'accueil des étranger-e-s en France, et en particulier à Toulouse**, notamment les contradictions des pouvoirs publics, qui d'une part mettent en avant une politique sur la lutte contre l'habitat indigne, mais dont les services de la préfecture (via la ligne téléphonique du 115) envoient des familles entières dans des hôtels (parfois) insalubres. Où des familles, dans des conditions déplorables, sont obligées de faire à manger à même le sol, où des enfants scolarisé-e-s grâce à des mobilisations locales à travers le Réseau RESF (Réseau Éducation Sans Frontière) sont logé-e-s parfois à des dizaines de kilomètres de leurs lieux de socialisation, etc. Ou parfois qui, même dans des hôtels ordinaires, logent dans des conditions indignes des familles (4 personnes dont des enfants dans une seule chambre par exemple).

Le 115 est une ligne d'aide indifférenciée, mais force est de constater que les hôtels indignes hébergent une très large majorité de migrant-e-s, précaires et vulnérables, qui sont demandeurs et demandeuses d'asile, en attente de régularisation, etc.



Crédit Ben Art Core

Cet observatoire fait suite à celui « l'accueil des étranger-e-s à la préfecture de Toulouse ², de l'Observatoire des Pratiques Policières et à celle sur l'accueil à l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration)³.

[les-principes-republicains-bafoués-par-la-prefecture-de-toulouse-une-maltraitance-institut/](https://blogs.mediapart.fr/1115730/blog/080621/baghdad-hotel-ou-la-scolarité-sacrifiée)

³ Welzer-Lang D., Langevine M., 2019, *Violation des droits et maltraitance : Rapport de l'OFII de Toulouse*. [Rapport de recherche] Liss-ters Cnrs, Ligue des droits de l'Homme, États Généraux des Migrations.

La volonté de la LdH de Toulouse est aussi, en menant ces observatoires de mener des réflexions sur ces observatoires qui représentent de nouvelles formes d'engagements pour les citoyen-ne-s.

La méthode

Comme dans les observatoires précédents, il est question de faire vivre un collectif où militant-e-s associatifs s'associent à les chercheur-e-s, des citoyen-ne-s révolté-e-s par la cruauté des méthodes émanant d'administrations publiques, et ici, de photographes.

Un appel à témoignages et à collaboration a été publié.

Appel à la création de l'Observatoire de l'Habitat Indigne (OHI)

Informé-e-s des conditions indignes dans lesquelles des familles sont logées par les pouvoirs publics après leur appel au 115⁴, les Etats Généraux des Migrations 31 (EGM 31) souhaitent mettre en place un « **Observatoire de l'Habitat Indigne** ».

Rassemblant des membres d'associations concernées (Cercle des Voisins, Ligue des droits de l'Homme), des chercheur-e-s de l'Université Jean-Jaurès et du CNRS, mais aussi des photographes et des citoyen-ne-s souhaitant voir transformer ce traitement social indigne, il s'agit de dresser un état des lieux de la situation toulousaine afin de la dénoncer et la voir se transformer.

Nous lançons un appel à ceux et celles qui aimeraient se joindre à notre première rencontre qui aura lieu le mardi 21 septembre, 18 heures à Toulouse, 2 rue Saint Jean à Toulouse.

Les EGM 31

Contact : collectifohi@gmail.com

— Des réunions régulières de l'Observatoire.

Pour aider à dépasser les différences de statuts, faciliter les échanges, les réunions du collectif se font sous forme d'« auberges espagnoles ».

D'ores et déjà des travailleurs sociaux, des travailleuses sociales, des journalistes, des militant-e-s associatifs se sont joint-e-s au projet.

Une fois compilées les informations par équipe de deux (un-e photographe et un-e rédacteur/trice se rendent auprès des familles concernées pour les

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02377141> ;

Violation des droits et maltraitance par l'OFII de Toulouse : le film : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02377636>

écouter et capter les images de leurs habitats. Il est aussi prévu d'entendre les administrations et associations concernées début 2022. Et de s'allier avec des personnels de ces hôtels.

Associer les enfants et adolescents

Souvent, lors de ses visites, les enfants et adolescent-e-s ont demandé à être aussi acteurs et actrices de la dénonciation de leurs conditions de vie.

D'où l'idée de leur confier des petites GOPro pour qu'ils filment leur vie, de l'intérieur même des logements.

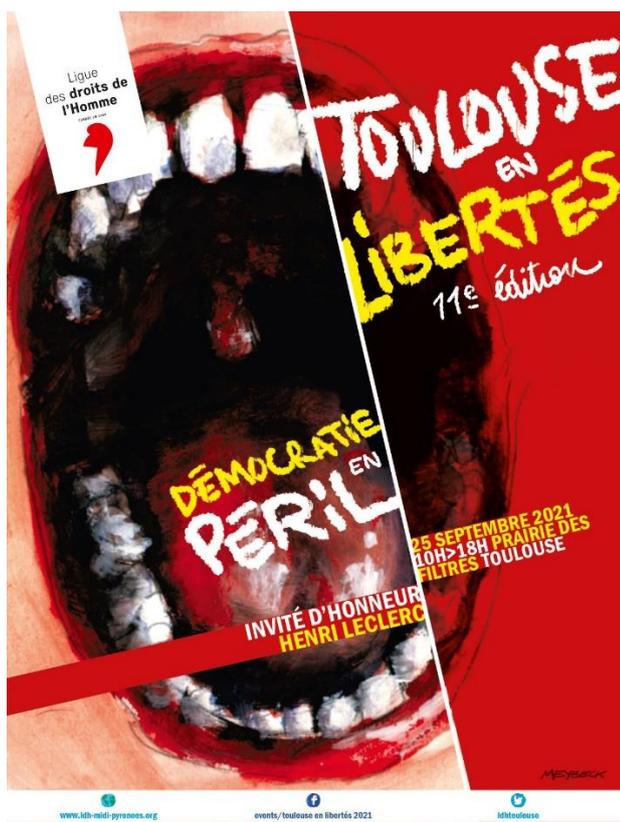
L'ensemble de ces éléments seront utilisés dans le rapport final et serviront de support à une exposition.

Pour nous rejoindre ou donner des informations : collectifohi@gmail.com

3

⁴ Voir ainsi l'article de Ben'Artcore *Bagdad Hotel* (sur Mediapart) : <https://blogs.mediapart.fr/1115730/blog/080621/baghdad-hotel-ou-la-scolarité-sacrifiée>

Toulouse en Libertés : une 11^{ème} édition ENCORE perturbée



Après une édition 2020 contrariée par les mesures sanitaires et que nous avons tenue à la Bourse du Travail, le 11^{ème} rendez-vous annuel de la section avec les Toulousain-e-s espérait un retour à des conditions normales pour s'inscrire à nouveau dans le paysage local comme un moment de citoyenneté et de convivialité, qui permet de faire connaître les actions locales de la LDH. Le rendez-vous était pris : samedi 5 juin au Square Charles de Gaulle.

Une équipe d'étudiant-e-s en IUT *Information & communication*, avec le soutien de nos deux « services civiques », Marie Atteia et Lisa de Rammelaere, avait participé au montage du projet, du programme et de la communication.

Nous avons dû repousser une première fois sous injonction de la Mairie : priorité au téléphérique qui s'exposait au square Charles de Gaulle à ce moment-là. Le samedi 12 juin était disponible et les partenaires suivaient (tentes, buvette, food-truck, animations...).

Mais, après la Mairie, la Préfecture avait son mot à dire : « seuls les événements accueillant du public assis, dans la limite de 1000 personnes, organisés sur la voie publique ou dans un lieu ouvert au public peuvent être autorisés. Une distance minimale d'un siège est laissée entre les sièges occupés par chaque personne ou chaque groupe jusqu'à six personnes venant ensemble ou ayant réservé ensemble ». Conditions intenable : on décidait de reporter à

nouveau. Mais le square Charles de Gaulle n'était plus disponible avant (très) longtemps. Parmi les faibles propositions, on décide de tenter la Prairie des Filtres, le samedi 25 septembre. Et nos partenaires nous suivent toujours.

La préfecture n'avait pas dit son dernier mot : « si l'évènement présente un caractère festif caractérisé notamment par la présence de stands annexes (concerts, collation/buffet, animations, etc.), un contrôle du pass sanitaire doit être effectué. Si l'objet de la réunion est uniquement politique, but qui peut par exemple se caractériser par la seule tenue d'une assemblée générale ou d'une réunion débat avec les participants, le contrôle du pass sanitaire n'est pas nécessaire (mais respect des gestes barrières, du port du masque par l'ensemble des participants et référent Covid-19 nommé) ».

Ce sera donc une fête sans buvette, Food-truck, musique, grapheurs... On conserve l'expo photo de Younès Farhi et on s'équipe en matériel pour diffuser les vidéos de la LDH. Et ça s'annonce bien !

Le jour s'est levé, ce samedi 25 septembre, sur la Prairie des Filtres, avec l'arrivée progressive des ligueurs volontaires pour mettre en place l'évènement, des prestataires de tentes, des tables et chaises de la Mairie (un peu plus difficile), des partenaires associatifs et... des camions de CRS. Personne n'avait jugé bon de nous prévenir que le Premier ministre, venu pour un point d'étape sur l'autoroute A69 (Toulouse – Castres), en profitait pour échanger avec un panel de 50 citoyens, dans le cadre des conférences régionales sur l'avenir de l'Europe. « Accueil républicain » à l'Hôtel-Dieu à 11h30 : le quartier est bouclé, Cours Dillon et Prairie des Filtres compris.



Impossibilité de passer (négociation ardue pour avoir nos repas). Autant dire que le public ne pouvait matériellement pas être au rendez-vous de la LDH ce samedi 25 septembre. Nous avons néanmoins pu reprendre et améliorer la formule inaugurée en 2018 pour donner davantage de place à la rencontre et à la discussion avec le public : un chapiteau (+ quatre

tentes + cellule de prison), mais sans buvette ni les animations habituelles (musique, graphie...)

La journée était placée sous le parrainage d'**Henri Leclerc**.

Elle a débuté par l'ouverture de la Présidente et une première table ronde : **L'art et la culture « pour tous » et « essentiels » ?** Animée par Claude Bernhardt et avec des artistes et représentant-es du Syndicat National des Arts Vivants, de la Coordination des Intermittents et Précaires, et des acteurs culturels.



On n'a pas volé notre banquet républicain avant la deuxième table ronde : **Etats d'urgences et lois sécuritaires : où en sont nos libertés ?** Animée par Jean-François Mignard et Pascal Nakache, avec l'Observatoire des pratiques policières, Droit au logement, Syndicat national des journalistes, Collectif *Stop Loi Sécurité Globale*...

Enfin, la troisième table ronde : **Droits économiques, environnementaux et sociaux**. Animée par Marie Toustou avec « Pensons l'Aéronautique pour Demain », Fondation *Copernic*, *Atelier d'ECologie POLitique*...

La présence de partenaires a pu être maintenue : *Librairie de la Renaissance*, *Amnesty International*, *RESF*...



Cette formule de crise sanitaire a permis à la section de ne pas renoncer à ses engagements et, malgré une baisse sensible de présence des ligueurs et ligueuses,

d'affirmer sa volonté de présence au cœur de la cité avec celles et ceux qui partagent ses valeurs et ses objectifs.

Nous avons espoir de revenir à une présence au centre-ville pour la 12^{ème} édition et TEL 2022 devrait se tenir le **samedi 21 mai 2022 au Square Charles de Gaulle**.

Calendrier 2021		
JANVIER		
lundi	04/01/2021	Bureau
mardi	05/01/2021	Coordination locale Stop LSG réunion
mercredi	06/01/2021	Réunion Resf 31
samedi	09/01/2021	Manifestation soutien Centre solidaire Abbé Pierre
lundi	11/01/2021	Bureau + OPP
mardi	12/01/2021	AG Fédération LDH31 / Coordination locale Stop LSG réunion / GT TEL 2021
samedi	16/01/2021	Manifestation Stop Loi sécurité globale
lundi	18/01/2021	Bureau
mardi	19/01/2021	Coordination locale Stop LSG réunion
mercredi	20/01/2021	Assemblée Générale Section Toulouse
mardi	26/01/2021	Coordination locale Stop LSG réunion
vendredi	29/01/2021	Réunion nationale "Avenir de la LDH"
samedi	30/01/2021	Manifestation Stop Loi sécurité globale
FEVRIER		
lundi	01/02/2021	Bureau / GT TEL 2021
mardi	02/02/2021	Coordination locale Stop LSG réunion
mercredi	03/02/2021	Rassemblement RESF préfecture
jeudi	04/02/2021	LDH en résidence
lundi	08/02/2021	Bureau
mardi	09/02/2021	LDH et LP31 "Hommage à Vanini" / Coordination locale Stop LSG réunion

jeudi	11/02/2021	Réunion Enfance 31
samedi	13/02/2021	OPP
lundi	15/02/2021	Bureau + LDH radio + GT TEL 2021
mardi	16/02/2021	Coordination locale Stop LSG réunion
mercredi	17/02/2021	RV "Promotion des droits humains et des diversités" (EDL)
samedi	20/02/2021	GT Prison coordination nationale
MARS		
lundi	01/03/2021	Bureau
mardi	02/03/2021	Coordination locale Stop LSG réunion Réunion Collectif du 20 juin
mercredi	03/03/2021	AG Comité régional LDH / Coordination Stop LSG, Débat Etat d'urgence sanitaire, les textes liberticides
jeudi	04/03/2021	Conseil régional Occitanie Loi Sécurité Globale / TEL 2021 Réunion
vendredi	05/03/2021	Trésorerie section Tlse réunion
samedi	06/03/2021	OPP
lundi	08/03/2021	Bureau + OPP
mardi	09/03/2021	Coordination locale Stop LSG réunion / LDH31 Fédération réunion
samedi	13/03/2021	Manifestation Stop Loi sécurité globale
lundi	15/03/2021	Bureau
mercredi	17/03/2021	Coordination Stop LSG "Débat sur la liberté d'informer et d'être informé"
jeudi	18/03/2021	Collectif enfance 31 réunion publique
samedi	20/03/2021	Rassemblement contre les crimes antisémites
lundi	22/03/2021	Bureau + GT TEL 2021
mardi	23/03/2021	Soutien Odile Morin (+Arié Alimi)
mercredi	24/03/2021	Réunion préparation Café LDH-Macif

jeudi	25/03/2021	Réunion de Section "les activités de la section et ses groupes de travail"
samedi	27/03/2021	Journée européenne Droit au logement
dimanche	28/03/2021	Marche pour le climat
lundi	29/03/2021	Bureau
mercredi	31/03/2021	Coordination StopLSG "Débat La covid, la lutte contre les lois liberticides et nous ?" avec Marie Jean Sauret
AVRIL		
vendredi	02/04/2021	Enregistrement Radio
mercredi	07/04/2021	Bureau
mardi	13/04/2021	Réunion coordination Stop LSG
mercredi	14/04/2021	Rassemblement RESF préfecture Bureau
jeudi	15/04/2021	LDH Région réunion Réunion Collectif du 20 juin
vendredi	16/04/2021	Rencontre Elue Mairie Toulouse en charge des discriminations / enregistrement Radio Mon País
mardi	20/04/2021	Réunion "mouvement du 26 mai" préparation réunion publique Mois des diversités culturelles
mercredi	21/04/2021	Bureau + Section "Loi dite séparatisme et laïcité" intervenant Libre Pensée, Christian Eyschen secrétaire générale de la Libre Pensée
samedi	24/04/2021	GT Prison coordination nationale
mardi	27/04/2021	Réunion Coordination StopLSG
mercredi	28/04/2021	Bureau
jeudi	29/04/2021	Conférence de presse Rapport OPP, 4 ans après + GT TEL 2021 ("culture")
vendredi	30/04/2021	réunion CQFD / Radio LDH
MAI		
samedi	01/05/2021	Manifestation du 1er mai + OPP
mardi	04/05/2021	Réunion "mouvement du 26 mai" préparation réunion publique Mois des diversités culturelles / réunion coordination StopLSG

mercredi	05/05/2021	Réunion Collectif du 20 juin Réunion préparation Café Macif / Réunion publique coordination StopLSG le nouveau schéma du maintien de l'ordre
samedi	08/05/2021	Manifestation Loi Climat, La Marche d'après
lundi	10/05/2021	Réunion GT Prison
mercredi	12/05/2021	Bureau
samedi	15/05/2021	OPP
lundi	17/05/2021	OPP Conférence avec Dufresne
mardi	18/05/2021	GT Prison coordination nationale
mercredi	19/05/2021	Bureau
jeudi	20/05/2021	Café LDH - MACIF "La gestion des données de santé"
vendredi	21/05/2021	LDH Radio
mercredi	26/05/2021	Mois des diversités : Table ronde « Comment la diversité des situations et conditions sociales est prise en compte dans la pandémie et le plan de relance gouvernemental ? »
jeudi	27/05/2021	GT TEL 2021
vendredi	28/05/2021	LDH Radio
samedi	29/05/2021	GT Prison coordination nationale / ciné-débat Muret
lundi	31/05/2021	TEL 2021 réunion
JUIN		
mercredi	02/06/2021	Bureau
samedi	05/06/2021	Toulouse En Libertés : Report au 12 juin
mardi	08/06/2021	Réunion Collectif du 20 juin / réunion Resf 31
mercredi	09/06/2021	Bureau
samedi	12/06/2021	Toulouse En Libertés : Report au 25 septembre / Marche des Libertés / GT Prison film "Un triomphe" à Muret
mardi	15/06/2021	Collectif Solidarités Roms réunion

LDH Toulouse – Rapport d'activités 2021

mercredi	16/06/2021	Section au Hangar : Bilan de l'année
jeudi	17/06/2021	Table ronde Collectif du 20 juin Réunion collectif Enfance 31
samedi	19/06/2021	LDH convention nationale à Paris
dimanche	20/06/2021	Déambulation Collectif du 20 juin "Journée internationale des réfugiés"
mercredi	30/06/2021	Bureau
JUILLET		
vendredi	02/07/2021	Réunion Radio LDH débrief
dimanche	04/07/2021	GT TEL 2021 : repérages
lundi	05/07/2021	Rencontre Député LREM (Président commission des lois) à Rodez sur la situation des prisons en Occitanie et le projet de loi "pour la confiance dans l'institution judiciaire"
mercredi	07/07/2021	Observatoire des pratiques policières : réunion bilan Réunion Tisséo projet diagnostic harcèlement sexiste station des Arènes
jeudi	15/07/2021	OPP festival Résistance
samedi	17/07/2021	OPP
mercredi	21/07/2021	OPP
samedi	24/07/2021	GT Prison coordination nationale + OPP
samedi	31/07/2021	OPP
AOÛT		
samedi	07/08/2021	OPP
jeudi	12/08/2021	Rencontre association mondiale des victimes du génocide Kurde
samedi	21/08/2021	OPP
mercredi	25/08/2021	OPP université mouvements sociaux
samedi	28/08/2021	OPP

lundi	30/08/2021	Réunion TEL 2021
SEPTEMBRE		
mercredi	01/09/2021	Rencontre Maire de Muret projet d'une 3ème Prison / Bureau
jeudi	02/09/2021	Rencontre Fédération Centres sociaux
samedi	04/09/2021	OPP
dimanche	05/09/2021	Assemblée générale du CNDH Romeurope
lundi	06/09/2021	GT TEL 2021
mardi	07/09/2021	Réunion collectif Enfance 31, réunion création OHI (Observatoire Habitat Indigne)
mercredi	08/09/2021	Bureau
jeudi	09/09/2021	GT TEL 2021
samedi	11/09/2021	GT Prison coordination nationale + OPP
mardi	14/09/2021	Collectif Solidarité Roms réunion
mercredi	15/09/2021	Bureau
samedi	18/09/2021	Réunion régionale à Rodez OPP
mardi	21/09/2021	Ciné débat Muret film "un triomphe" Faut-il une 3ème prison à Muret ?
mercredi	22/09/2021	Bureau
samedi	25/09/2021	Toulouse En Libertés + OPP
OCTOBRE		
samedi	02/10/2021	Tractage Muret contre une 3ème prison
lundi	04/10/2021	Réunion nationale "Avenir de la LDH" Réunion Tisséo projet diagnostic harcèlement sexiste station des Arènes
mardi	05/10/2021	Réunion nationale "Avenir de la LDH", Réunion Observatoire Habitat Indigne Réunion collectif Enfance 31

mercredi	06/10/2021	Bureau
vendredi	08/10/2021	Réunion publique "Surveillance numérique" Médiathèque Toulouse
samedi	09/10/2021	Formation TV Bruits vidéo-montage / Tractage Muret contre une 3ème prison
lundi	11/10/2021	Rencontre, avec OLF31, de la chargée de mission égalité femmes-hommes de la mairie concernant l'impact de la pandémie sur les femmes
mercredi	13/10/2021	Bureau
samedi	16/10/2021	GT Prison coordination nationale + OPP inter-observatoires
dimanche	17/10/2021	OPP inter-observatoires
lundi	18/10/2021	CQFD réunion
mardi	19/10/2021	Réunion Observatoire Habitat Indigne
mercredi	20/10/2021	Bureau + Section « Pass sanitaire et libertés publiques. Qu'en penser ? Quelles réponses ? »
jeudi	21/10/2021	Collectif Solidarité Roms réunion
samedi	23/10/2021	Formation régionale sur les interventions scolaires avec Philippe MEIRIEU / AG radio Mon País
mercredi	27/10/2021	Bureau
samedi	30/10/2021	Tractage Muret contre une 3ème prison
NOVEMBRE		
jeudi	04/11/2021	OIP réunion "internet et dématérialisation en prison"
samedi	06/11/2021	Tractage Muret contre une 3ème prison Marche mondiale climat COP 26
mardi	09/11/2021	Réunion publique avec Emmaüs "faut-il une 3ème prison dans le Muretain ?" Réunion collectif Enfance 31
mardi	16/11/2021	Réunion Tisséo atelier contre le harcèlement sexiste dans les transports collectifs, Réunion Observatoire Habitat Indigne
mercredi	17/11/2021	Bureau
jeudi	18/11/2021	Réunion publique Collectif Enfance 31

samedi	20/11/2021	Journée internationale des droits de l'enfant CIDE
lundi	22/11/2021	GT TEL 2022
mardi	23/11/2021	Réunion Collectif du 20 juin
mercredi	24/11/2021	Réunion publique CGLPL Dominique Simonnot
jeudi	25/11/2021	Réunion collectif Muret contre une 3ème prison
samedi	27/11/2021	Formation LDH vidéo avec TV bruit
lundi	29/11/2021	Réunion Un Toit Pour Apprendre, Réunion Observatoire Habitat Indigne
mardi	30/11/2021	Réunion GT Environnement et Démocratie
DECEMBRE		
mercredi	01/12/2021	Bureau
jeudi	02/12/2021	Réunion collectif Muret contre une 3ème prison
samedi	04/12/2021	LDH Formation régionale sur la laïcité
mercredi	08/12/2021	Assemblée Générale LDH Toulouse